

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 19 juin 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux stations terriennes de satellites et réseaux de stations terriennes de satellites", a donné le 29 septembre 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 19 juni 1997 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de satellietgrondstations en netwerken via satellietgrondstationsen", heeft op 29 september 1997 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Intitulé

Il y a lieu de remplacer le mot "terriennes" par le mot "terrestres", pour se conformer tant au bon usage qu'à la terminologie utilisée dans les directives communautaires.

Dans le texte néerlandais, on écrira "satellietgrondstations" au lieu de "satellietgrondstationsen".

Ces observations valent pour l'ensemble du projet.

Du reste, d'une manière générale, il y a lieu, lors de la transposition de directives, d'utiliser la même terminologie que celle qui figure dans celles-ci.

Préambule

Alinéa 1er (nouveau)

Au regard des articles 5 et 6, de l'arrêté en projet, il convient de viser l'Accord sur l'Espace économique européen signé à Porto le 2 mai 1992, approuvé par la loi du 18 mars 1993 et modifié par le Protocole signé à Bruxelles le 17 mars 1993, approuvé par la loi du 22 juillet 1993.

.../...

Alinéa 1er (devenant les alinéas 2 et 3)

Il convient de viser les directives originelles et non un texte qui modifie celles-ci. En conséquence, l'alinéa 1er en projet, sera remplacé par deux alinéas rédigés de la manière suivante :

"Vu la directive 88/301/CEE de la Commission, du 16 mai 1988, relative à la concurrence dans les marchés de terminaux de télécommunications, modifiée par la directive 94/46/CE, du 13 octobre 1994;

Vu la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, modifiée par les directives 94/46/CE, du 13 octobre 1994, 95/51/CE, du 18 octobre 1995, 96/2/CE, du 16 janvier 1996 et 96/19/CE, du 13 mars 1996;"

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 4)

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

"Vu l'accord relatif à l'Organisation internationale des télécommunications par satellite "INTELSAT", et l'accord d'exploitation relatif à l'Organisation internationale des télécommunications par satellite "INTELSAT", faits à Washington le 20 août 1971, approuvés par la loi du 14 décembre 1972;"

.../...

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 5)

Il convient de viser les articles précis de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications qui constituent un fondement légal à l'arrêté royal en projet, ainsi que de citer toutes les modifications expresses encore en vigueur apportées à ces articles.

En conséquence, cet alinéa sera rédigé comme suit :

"Vu la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, notamment l'article 3, annulé pour partie par l'arrêt n° 1/91 de la Cour d'arbitrage du 7 février 1991, l'article 11, modifié par la loi du 22 décembre 1989 et annulé pour partie par l'arrêt n° 1/91 de la Cour d'arbitrage du 7 février 1991, et l'article 12;"

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 6)

Cet alinéa sera rédigé comme suit :

"Vu la convention portant création de l'Organisation européenne des télécommunications par satellite (EUTELSAT) et l'accord d'exploitation relatif à l'Organisation européenne des télécommunications par satellite (EUTELSAT), faits à Paris le 15 juillet 1982, approuvés par la loi du 20 juin 1985;"

.../...

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 7)

Si certains articles seulement d'un texte visé au préambule sont rappelés, il y a lieu de ne mentionner que les modifications que ces articles ont subies, et cela uniquement par indication de la nature et de la date des textes modificatifs. En conséquence, à la place de l'alinéa en projet, on écrira :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 88, modifié par les arrêtés royaux des 22 décembre 1994 et 28 octobre 1996 et l'article 92, modifié par la loi du 20 décembre 1995 et par les arrêtés royaux des 22 décembre 1994 et 28 octobre 1996;".

Alinéa 8 (nouveau)

Comme l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux communications privées est modifié dans l'arrêté en projet (article 18), il convient de viser cet arrêté. Pour ce faire, on insérera un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux communications privées, notamment l'article 2, a);".

.../...

Alinéas 6 et 7 (devenant les alinéas 9 et 10)

L'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget doivent être visés avec leur date.

Le texte néerlandais de l'alinéa 7, devenant l'alinéa 10, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 8

Cet alinéa sera omis.

Alinéas 11 et 12 (nouveaux)

En cas de demande d'avis dans le délai d'un mois, il convient de mentionner les deux alinéas qui suivent dans le préambule :

"Vu la délibération du Conseil des ministres du 30 mai 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 septembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1º, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

.../...

Dispositif

Chapitre premier

Le numérotage du premier chapitre d'un texte ne se fait pas en chiffres cardinaux romains. Il convient d'écrire en toutes lettres "Chapitre premier".

Article 1er

Etant dépourvue de valeur normative, cette disposition doit être omise.

Il y a lieu d'adapter en conséquence la numérotation des autres articles de l'arrêté en projet.

Article 2

1. Dans le 2º, il convient de citer la loi du 30 juillet 1979 avec son intitulé exact, soit "loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications". Par ailleurs, comme l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 précitée n'est pas divisée en alinéas mais en paragraphes, il conviendrait d'écrire "l'article 3, § 1er" au lieu de "l'article 3, alinéa 1er".

.../...

2. Selon le rapport au Roi ¹, les antennes uniquement réceptrices de signaux de télévision sont exclues de l'application de l'arrêté en projet. Cette exclusion ne ressort pas de l'article 2, 3°. Si l'intention est bien d'exclure ces antennes, elle doit être expressément prévue dans le texte.

3. Dans le 4°, les mots "en un lieu déterminé" sont superflus.

4. Le 7° donne une définition du "segment spatial". Il serait utile de préciser, à tout le moins dans le rapport au Roi, la différence éventuelle existant entre "le segment spatial" et "le secteur spatial" dont il est question à l'article 6, § 1er, 1°, dans le texte français. La terminologie devra, le cas échéant, être revue.

Par ailleurs, dans le même 7°, il est question d'un "transpondeur", autre terme technique qu'il serait également souhaitable de définir dans une langue accessible à tous.

5. Le 9° est superflu, dans la mesure où "l'Institut" est déjà défini à l'article 1er, 2°, de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, qui constitue un fondement légal de l'arrêté en projet.

¹ Rapport au Roi, p. 2, alinéa 2.

Article 3

Une dérogation générale au régime de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications est déjà établie par l'article 3, § 4, de cette loi, qui prévoit que

"Les autorisations visées au § 1er ne sont pas requises [...] pour les stations de radiocommunication établies et utilisées à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du Ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées.".

La dérogation qui figure à l'article 3 en projet, propre à l'exploitation de stations terrestres de satellites et de réseaux de stations terrestres de satellites, n'a donc de raison d'exister qu'en ce qui concerne les services qui relèvent du Ministre de la Justice et ceux qui relèvent du Ministre de l'Intérieur, pour des fins de sécurité publique. Il conviendrait d'adapter le texte en conséquence.

Article 4

De l'accord du fonctionnaire délégué, mieux vaut faire figurer la troisième phrase du paragraphe 4 au paragraphe 3. Il convient, en outre, de préciser dans quels cas le ministre (et non l'Institut) ² peut s'opposer à

² Le fait de s'opposer à l'utilisation d'appareils déclarés équivaut à un refus d'autorisation et ne peut dès lors être le fait que du ministre, à qui est attribué, en vertu de l'article 3, § 1er, de

l'utilisation d'une station terrestre fixe uniquement réceptrice. Enfin, au lieu d'écrire que "la déclaration équivaut à autorisation", mieux vaut prévoir au paragraphe 3 que la détention et l'utilisation de stations terrestres uniquement réceptrices sont autorisées pour autant qu'elles aient été préalablement déclarées auprès de l'Institut.

Article 5

1. Dans l'alinéa 1er, le 4º sera rédigé comme suit :

"4º la preuve d'accès au segment spatial;".

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

De l'accord du fonctionnaire délégué, la dernière phrase sera omise.

Article 6

la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, le pouvoir d'accorder les autorisations. Il appartiendra au ministre de déléguer le cas échéant son pouvoir d'accorder les autorisations à l'Institut, ainsi que l'y autorise le paragraphe 3 du même article.

.../...

Au paragraphe 1er, 1º, il y a discordance entre le texte français, qui utilise le mot "secteur" et le texte néerlandais qui utilise le mot "segment". Le libellé de ce 1º manque d'ailleurs singulièrement de clarté. Il convient, à tout le moins, de préciser quelle est l'autorité compétente en Belgique pour, d'une part, agréer une station terrestre de satellite et, d'autre part, approuver l'usage qui sera fait de cette station agréée, en l'espèce accéder à un "secteur" spatial déterminé.

En outre, il convient de citer "l'accord sur l'Espace Economique Européen" avec sa date et son intitulé complet.

De même, au 2º, il convient de citer les "Traités Eutelsat et Intelsat" avec leurs dates et leurs intitulés complets.

Article 7

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8

1. A l'alinéa 1er, le mot "fiche" sera remplacé par le mot "état".

.../...

2. A l'alinéa 3, la phrase "Une copie n'est pas acceptée" sera, de l'accord du fonctionnaire délégué, omise, dès lors que l'alinéa 1er spécifie que la station terrestre peut être accompagnée d'une copie certifiée conforme de ces documents.

Article 9

Il convient de mettre cette disposition en conformité avec l'article 9, paragraphes 4 et 5, de la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications³, en particulier, en prévoyant une possibilité pour le titulaire d'exposer son point de vue et de remédier aux insuffisances constatées.

Il convient également de distinguer les hypothèses dans lesquelles l'autorisation est soit suspendue, soit révoquée.

³ L'article 1er de cette directive prévoit en effet qu'elle est applicable aux "procédures d'octroi d'autorisations aux fins de la fourniture de services de télécommunications et les conditions attachées à ces autorisations, y compris les autorisations en vue de l'établissement et/ou de l'exploitation des réseaux de télécommunications nécessaires à la fourniture de ces services".

Article 10

Le texte néerlandais de l'article 10 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11

Les mots "par une décision motivée" sont à omettre dans la mesure où ils font double emploi avec les exigences de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Article 12

L'article 12 du projet entend procurer application à l'article 12 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications qui est libellé comme suit :

"Le Roi détermine les conditions dans lesquelles le titulaire d'une autorisation est indemnisé de ses frais lorsqu'une modification technique de ses appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunication lui est imposée pour des raisons d'intérêt public."

En vertu de cette disposition, telle qu'elle est libellée, le Roi ne peut que fixer les conditions dans lesquelles le titulaire sera indemnisé. En l'espèce, la disposition examinée ne se limite pas à cela, mais fixe également les limites dans lesquelles l'indemnité est

.../...

accordée lorsqu'elle prévoit la possibilité d'une indemnisation partielle et lorsqu'elle exclut toute indemnité pour des stations terrestres en service depuis plus de cinq ans.

Le texte devra être revu en conséquence et devra mieux faire apparaître les conditions auxquelles l'indemnisation est soumise.

Article 13

Il résulte de l'alinéa 3 que la redevance imposée pour la délivrance d'une autorisation est plus que doublée lorsqu'"une coordination avec des systèmes de radiocommunications terrestres" est nécessaire. S'il s'agit d'une station uniquement réceptrice, elle peut même, dans cette hypothèse, compte tenu de l'article 4, §§ 3 et 4, être multipliée par quatorze (de 5.000 à 70.000 francs). Il conviendrait que le rapport au Roi justifie, au regard du principe d'égalité, une telle différence dans le montant exigé.

Sous réserve des observations précédentes, le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 14

Il y a lieu de préciser sans ambiguïté si les installations qui doivent seulement faire l'objet d'une déclaration sont également soumises aux redevances visées par cette disposition.

Article 15

Le texte néerlandais de l'article 15 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16

Dans le paragraphe 2, il convient d'identifier l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées en mentionnant la date complète de cet arrêté.

Article 17

Mieux vaut formuler cette disposition sous forme d'une modification de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées.

.../...

Article 18

Il faut écrire, "L'article 2, a)," au lieu de "Le littera a de l'article 2".

Article 20

Le texte néerlandais de l'article 20 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observations finales

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa. L'observation vaut pour les articles 4, 6, 14, 15 et 16 du projet.

2. La première division d'une phrase doit se faire par 1º, 2º, 3º, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc. Cette observation vaut pour les articles 9 et 12, alinéa 4, du projet.

3. La division en tirets, source de confusion lorsqu'une disposition doit être ultérieurement citée, doit être remplacée par 1º, 2º, 3º, etc. Cette observation vaut pour l'article 14, § 2, devenant l'alinéa 2, du projet.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Opschrift

In de Franse tekst vervange men het woord "terriennes" door het woord "terrestres" om zich te gedragen naar het gevestigde correcte taalgebruik en naar de terminologie die in de Europese richtlijnen wordt gebruikt.

In de Nederlandse tekst schrijve men "satellietgrondstations" en niet "satellietgrondstationsen".

Deze opmerkingen gelden voor het hele ontwerp.

Voor het overige dient men, algemeen gesproken, bij de omzetting van richtlijnen de daarin gebruikte terminologie over te nemen.

Aanhef

Eerste lid (nieuw)

Gelet op de artikelen 5 en 6 van het ontworpen besluit, behoort te worden verwezen naar de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, ondertekend te Porto op 2 mei 1992, goedgekeurd bij de wet van 18 maart 1993, en gewijzigd bij het Protocol, ondertekend te Brussel op 17 maart 1993, goedgekeurd bij de wet van 22 juli 1993.

.../...

Eerste lid (dat het tweede en het derde lid wordt)

Er behoort te worden verwezen naar de oorspronkelijke richtlijnen en niet naar een tekst waarbij die richtlijnen zijn gewijzigd. Bijgevolg behoort het ontworpen eerste lid te worden vervangen door twee als volgt gestelde leden :

"Gelet op richtlijn 88/301/EEG van de Commissie van 16 mei 1988 betreffende de mededinging op de markten van telecommunicatie-eindapparatuur, gewijzigd bij richtlijn 94/46/EG van 13 oktober 1994;

Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, gewijzigd bij de richtlijnen 94/46/EG van 13 oktober 1994, 95/51/EG van 18 oktober 1995, 96/2/EG van 16 januari 1996 en 96/19/EG van 13 maart 1996;"

Tweede lid (dat het vierde lid wordt)

Dit lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor telecommunicatiesatellieten "INTELSAT" en de Exploitatie-Overeenkomst inzake de Internationale Organisatie voor telecommunicatiesatellieten "INTELSAT", opgemaakt te Washington op 20 augustus 1971, goedgekeurd bij de wet van 14 december 1972;"

.../...

Derde lid (dat het vijfde lid wordt)

Er behoort melding te worden gemaakt van die artikelen van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving die de rechtsgrond van het ontworpen koninklijk besluit vormen en van alle nog geldende wijzigingen die in die artikelen zijn aangebracht.

Bijgevolg behoort dit lid als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, inzonderheid op artikel 3, ten dele vernietigd bij arrest nr. 1/91 van het Arbitragehof van 7 februari 1991, op artikel 11, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989 en ten dele vernietigd bij arrest nr. 1/91 van het Arbitragehof van 7 februari 1991, en op artikel 12;"

Vierde lid (dat het zesde lid wordt)

Dit lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Organisatie voor Telecommunicatiesatellieten (EUTELSAT) en de Exploitatieovereenkomst inzake de Europese Organisatie voor Telecommunicatiesatellieten (EUTELSAT), opgemaakt te Parijs op 15 juli 1982, goedgekeurd bij de wet van 20 juni 1985;"

.../...

Vijfde lid (dat het zevende lid wordt)

Als in de aanhef alleen naar bepaalde artikelen van een regeling wordt verwezen, worden alleen de wijzigingen van die artikelen vermeld, door alleen de aard en de datum van de wijzigingsregelingen te vermelden. Bijgevolg dient het ontworpen lid te worden vervangen als volgt :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 88, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 december 1994 en 28 oktober 1996, en op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en bij de koninklijke besluiten van 22 december 1994 en 28 oktober 1996;"

Achtste lid (nieuw)

Aangezien het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen door het ontworpen besluit wordt gewijzigd (artikel 18), behoort naar dat besluit te worden verwezen. Daartoe behoort een als volgt gesteld lid te worden ingevoegd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, inzonderheid op artikel 2, a);"

.../...

Zesde en zevende lid (die het negende en het tiende lid worden)

In de verwijzing naar het advies van de inspecteur van financiën en naar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting behoort telkens de datum te worden vermeld.

Het zevende lid, dat het tiende lid wordt, zou aldus gesteld moeten worden :

"Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van ...;".

Achtste lid

Dit lid behoort te vervallen.

Elfde en twaalfde lid (nieuw)

Wanneer wordt gevraagd dat het advies binnen een termijn van een maand wordt gegeven, behoren de twee volgende leden in de aanhef te worden opgenomen :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van 30 mei 1997 over de aanvraag om een door de Raad van State binnen de termijn van een maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 september 1997, met toepassing van artikel 84, eerste

.../...

lid, 1º, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Bepalend gedeelte

Hoofdstuk I

In het Frans wordt het eerste hoofdstuk van een tekst niet door middel van Romeinse hoofdtelwoorden genummerd. Men schrijve voluit "Chapitre premier".

Artikel 1

Aangezien deze bepaling geen normatieve waarde heeft, behoort ze te vervallen.

De overige artikelen van het ontworpen besluit behoren dienovereenkomstig vernummerd te worden.

Artikel 2

1. In onderdeel 2º behoort in de Franse tekst het juiste opschrift te worden geciteerd van de wet van 30 juli 1979, namelijk "loi du 30 juillet 1979 relative aux radio-communications". Aangezien artikel 3 van de voormelde wet van 30 juli 1979 niet in leden maar in paragrafen is opgedeeld, behoort voorts te worden geschreven "artikel 3, § 1" in plaats van "artikel 3, eerste lid".

.../...

2. Volgens het verslag aan de Koning ⁴ is het ontworpen besluit niet van toepassing op antennes die televisiesignalen alleen maar kunnen ontvangen. Zulks blijkt echter niet uit artikel 2, 3°. Als het inderdaad de bedoeling is het besluit niet op die antennes van toepassing te maken, moet dat uitdrukkelijk in de tekst worden vermeld.

3. In onderdeel 4° zijn de woorden "op een bepaalde plaats" overbodig.

4. In onderdeel 7° wordt in de Franse tekst het begrip "segment spatial" gedefinieerd. Het is raadzaam om, ten minste in het verslag aan de Koning, aan te geven welk verschil er eventueel bestaat tussen "le segment spatial" en "le secteur spatial" waarvan sprake is in artikel 6, § 1, 1°. In voorkomend geval moeten ook in het Nederlands verschillende termen worden gebezigd.

Overigens is in hetzelfde onderdeel 7° sprake van een "transponder", een andere technische term die eveneens in een voor iedereen begrijpelijke taal zou moeten worden gedefinieerd.

⁴ Verslag aan de Koning, blz. 2, tweede alinea.

5. Onderdeel 9^o is overbodig, aangezien het "Instituut" reeds gedefinieerd is in artikel 1, 2^o, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, die een van de rechtsgronden van het ontworpen besluit vormt.

Artikel 3

Een algemene afwijking van de regeling getroffen in de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving is al voorhanden in artikel 3, § 4, van die wet, waarin wordt bepaald dat

"de in § 1 bedoelde vergunningen ... niet vereist (zijn) ... voor de stations voor radioverbinding die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid aangelegd en gebruikt worden door de diensten die onder de Minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten."

De in het ontworpen artikel 3 vermelde afwijking, die alleen geldt voor de exploitatie van satellietgrondstations en van netwerken via satellietgrondstations heeft dus alleen een reden van bestaan voor zover die exploitatie met het oog op de openbare veiligheid geschiedt door diensten die onder de Minister van Justitie of onder de Minister van Binnenlandse Zaken ressorteren. De tekst behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

.../...

Artikel 4

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de derde zin van paragraaf 4 beter in paragraaf 3 zou worden ondergebracht. Bovendien behoort te worden aangegeven in welke gevallen de minister (en niet het Instituut) ⁵ zich kan verzetten tegen het gebruik van een vast grondstation dat alleen signalen kan ontvangen. Ten slotte verdient het aanbeveling om in plaats van te schrijven dat "die aangifte ... gelijk(staat) met een vergunning", in paragraaf 3 te bepalen dat het bezit en het gebruik van grondstations die alleen signalen kunnen ontvangen toegestaan is voor zover daarvan vooraf bij het Instituut aangifte is gedaan.

Artikel 5

1. In het eerste lid behoort onderdeel 4^o als volgt te worden gesteld :

"4^o het bewijs van toegang tot het ruimtesegment;".

⁵ Het verzet tegen het gebruik van aangegeven apparaten staat gelijk met een weigering van vergunning en kan dan ook alleen worden aangetekend door de minister, aan wie krachtens artikel 3, § 1, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving de bevoegdheid is opgedragen vergunningen toe te kennen. Krachtens paragraaf 3 van hetzelfde artikel mag de minister zijn bevoegdheid om vergunningen toe te kennen in voorkomend geval overdragen aan het Instituut.

2. In het tweede lid schrijve men : "Europese Vrijhandelsassociatie".

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de laatste zin behoort te vervallen.

Artikel 6

In paragraaf 1, 1°, is er geen overeenstemming tussen de Franse tekst, waarin sprake is van "secteur spatial", en de Nederlandse tekst, waarin sprake is van "ruimtesegment". Dit onderdeel 1° is overigens zeer onduidelijk gesteld. Er behoort op zijn minst te worden aangegeven welke overheid in België bevoegd is om enerzijds een satellietgrondstation goed te keuren en anderzijds in te stemmen met het gebruik dat zal worden gemaakt van dat station, in dit geval toegang te hebben tot een welbepaalde "ruimtesegment".

Voorts dient "de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte" samen met de datum van ondertekening en het volledige opschrift ervan te worden vermeld.

Zo ook behoren in onderdeel 2° het "Eutelsat-Verdrag" en de "Intelsat-Overeenkomst" samen met de datum van ondertekening en het volledige opschrift ervan te worden vermeld.

.../...

Artikel 7

Het woord "exclusiviteit", dat in dit verband ongebruikelijk is, zou vervangen moeten worden door de term "alleenrecht".

Artikel 8

1. In het eerste lid schrijve men :

"Het grondstation dient steeds vergezeld te gaan van de bijbehorende ministeriële vergunning en staat van kenmerkende gegevens of van een eensluidend verklaard afschrift van die bescheiden".

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in het derde lid de zin "Een kopie wordt niet aanvaard." behoort te vervallen, aangezien in het eerste lid wordt bepaald dat het grondstation vergezeld mag gaan van een eensluidend verklaarde kopie van die documenten.

Artikel 9

Deze bepaling behoort in overeenstemming te worden gebracht met artikel 9, lid 4 en lid 5, van richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het

.../...

gebied van telecommunicatiediensten ⁶, in het bijzonder door de houder de mogelijkheid te bieden zijn standpunt uiteen te zetten en de vastgestelde gebreken te verhelpen.

De steller van het ontwerp dient tevens aan te geven in welke gevallen de vergunning hetzij geschorst, hetzij ingetrokken wordt.

Artikel 10

Men vervange de woorden "schikt ... zich naar" door de woorden "gedraagt ... zich naar".

Artikel 11

De woorden "bij een redenen omklede beslissing" moeten vervallen, aangezien zij samenvallen met wat door de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen wordt geëist.

⁶ Artikel 1 van die richtlijn bepaalt immers dat ze van toepassing is op de "procedures die samenhangen met de verlening van, en de voorwaarden die verbonden zijn aan, machtigingen voor de verstrekking van telecommunicatiediensten, daaronder begrepen machtigingen voor de totstandbrenging en/of de exploitatie van de voor het verlenen van die diensten benodigde telecommunicatienetwerken.

Artikel 12

Artikel 12 van het ontwerp strekt ertoe toepassing te geven aan artikel 12 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, dat als volgt is gesteld :

"De Koning bepaalt onder welke voorwaarden de houder van een vergunning voor zijn kosten wordt vergoed wanneer hem, om redenen van openbaar belang, een technische wijziging van zijn zend- of ontvangtoestel voor radioverbinding opgelegd wordt.".

Krachtens de bewoordingen van deze bepaling kan de Koning alleen de voorwaarden bepalen waarop de houder zal worden vergoed. De onderzochte bepaling van het ontwerp is ruimer, aangezien daarbij ook de grenzen worden vastgelegd waarbinnen de vergoeding wordt toegekend, doordat enerzijds wordt voorzien in de mogelijkheid van een gedeeltelijke schadeloosstelling, en doordat anderzijds de mogelijkheid van een vergoeding voor grondstations die sedert meer dan vijf jaar in dienst zijn, wordt uitgesloten.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien en de aan de schadeloosstelling verbonden voorwaarden moeten beter tot uiting komen.

Artikel 13

Uit het derde lid volgt dat het recht dat voor de afgifte van een vergunning wordt gevorderd meer dan verdub-

.../...

beld wordt wanneer coördinatie "met aardse radiocommunicatiesystemen" noodzakelijk is. Als het gaat om een station dat alleen signalen kan ontvangen kan dat recht, in dat geval, gelet op artikel 4, §§ 3 en 4 zelfs verveertienvoudig worden (van 5.000 tot 70.000 frank). In het licht van het gelijkheidsbeginsel zou in het verslag aan de Koning voor dat grote verschil in het gevorderde bedrag een reden moeten worden opgegeven.

Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerkingen schrijve men in het derde lid "radiocommunicatiesystemen op aarde" in plaats van "aardse radiocommunicatiesystemen" en "de kosten van die coördinatie" in plaats van "de kosten in verband met die coördinatie".

Artikel 14

Er behoort ondubbelzinnig te worden aangegeven of de in deze bepaling vastgestelde rechten ook moeten worden betaald voor de installaties waarvoor een aangifte voldoende is.

Artikel 15

In paragraaf 2 zou het correcter zijn te schrijven :

"De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door ...".

.../...

Artikel 16

In de Franse tekst van paragraaf 2 moet het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen nader worden bepaald door de volledige datum van dat besluit te vermelden.

Artikel 17

Deze bepaling zou beter als een wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen worden geformuleerd.

Artikel 18

Men schrijve "Artikel 2, a)" in plaats van "Littera a van artikel 2".

Artikel 20

De woorden "wordt belast" moeten worden vervangen door de woorden "is belast".

Slotopmerkingen

1. Een artikel behoort niet in paragrafen te worden onderverdeeld wanneer elke paragraaf uit slechts één lid

.../...

bestaat. Deze opmerking geldt voor de artikelen 4, 6, 14, 15 en 16 van het ontwerp.

2. Een zin wordt ingedeeld in 1º, 2º, 3º, enz., die op hun beurt kunnen worden onderverdeeld in a), b), c), enz. Deze opmerking geldt voor artikel 9 en artikel 12, vierde lid, van het ontwerp.

3. De indeling in streepjes, die verwarring kan doen ontstaan wanneer later naar een bepaling moet worden verwezen, behoort te worden vervangen door een indeling in 1º, 2º, 3º, enz. Deze opmerking geldt voor artikel 14, § 2, die het tweede lid wordt van artikel 14 van het ontwerp.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée par M. C. AMELYNCK et
exposée par Mme F. CARLIER,
référéndaires adjoints.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld door
de H. C. AMELYNCK en toegelicht
door Mevr. F. CARLIER, adjunct-
referendarissen.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN